

La Lettre MOINS et MIEUX pour l'Élevage dans le Grand Est

Rédaction
Anne Vonesch

Nous nous permettons de vous écrire de temps en temps, chers élus, décideurs et autres acteurs, sur des sujets liés à l'élevage.

Nous partons de consensus forts. En effet, personne ne veut du mal aux agriculteurs, (presque) personne ne veut la fin de l'élevage dans le Grand Est¹, et personne ne veut que les générations futures subissent l'enchaînement des catastrophes naturelles et la faim.

Nous espérons que les nuances que nous apporterons faciliteront une prise en compte rationnelle et bienveillante des enjeux et impacts. Aussi, nous insistons sur **l'urgence**. « Urgence » a d'ailleurs été le thème du Festival International de Géographie de St Dié. Elle est fortement perçue autant par les scientifiques que par le public. L'histoire accélère.

En séance plénière du 29 et 30 juin 2023 la **Majorité du Conseil Régional du Grand Est a adopté une motion pour demander au gouvernement de ne pas tenir compte du [rapport de la Cour des Comptes](#) : *Les soutiens publics aux éleveurs de bovins (22 mai 2022)*.**

Ce rapport démontre **l'inefficacité des aides publiques dédiées à l'élevage bovin à hauteur de plus de 4,3 Md€/an et recommande la réduction du cheptel** qui est absolument incontournable pour respecter les engagements de la France pour le climat.

Rajoutons que cela vaut pour d'autres pays et continents ; l'Europe doit devenir exemplaire. Est-ce que la majorité régionale a lu ce rapport ? Croit-elle vraiment devoir défendre les agriculteurs contre ce rapport et contre le climat ?

La Cour des Comptes analyse les difficultés des agriculteurs avec bienveillance. Mais **l'argent public** est convoité. Il est distribué, entre autres, par les Régions. Nos impôts devraient servir l'intérêt public. Mais qui est aux manettes, dans les commissions régionales ?

La motion de la Majorité régionale se déclare « promoteurs de la polyculture-élevage et d'un débat apaisé au service de l'attrait des professions agricoles ».

Nous vous demandons d'approfondir la question : **quelle polyculture-élevage ?**

Quelles conditions d'élevage ? Quels nombres et quelles densités des animaux ? Quelle ambition en bien-être animal ? Quelle biodiversité ? Combien de prairies extensives ? Quel chargement ? Quelles rotations des cultures ? Quelles nouvelles filières ? Quand sortir des pesticides ? Aussi faudra-t-il arriver à des critères d'attribution des subventions qui soient durables et éthiques ; êtes-vous d'accord ?

Nos préoccupations correspondent à une demande forte de la société, à une urgence environnementale et à une logique de santé publique. **Nous demandons à être écoutés et entendus.**

Pour commencer, exposons une vision rationnelle pour une filière bovine d'avenir.

¹ Vous trouvez la note de positionnement du Collectif Nourrir **Quel élevage voulons-nous pour demain ?** [sur son site](#). Le Collectif Nourrir rassemble [54 grandes organisations](#), dont France Nature Environnement.

Filière bovine : pour un avenir plus sobre et plus heureux

FNE Grand Est partage l'opposition de la filière bovine à l'importation – absurde – de viande bovine (entre autre dans le cadre des accords Mercosur mais aussi venant d'Europe) et **souhaite promouvoir la consommation des produits issus des prairies de France.**

FNE Grand Est considère, en parfait accord avec la profession agricole², que tout produit agricole importé doit obéir aux normes minimales européennes, avec des contrôles crédibles.

Encore faut-il que le bien-être animal et la biodiversité soient respectés ici. Ce n'est pas forcément le cas. Nous y reviendrons. Toutefois, les bâtiments bovins modernes en France peuvent être meilleurs que ce qui se fait dans d'autres régions d'Europe, et le pâturage encore plus largement pratiqué. La France a, heureusement, ses atouts à défendre. Si la profession agricole dit que des choses ont déjà été faites, c'est vrai. Mais cela reste insuffisant.

Rappelons des causes connues des difficultés qu'ont les éleveurs de bovins. La production de brouillards est à faible plus-value. La demande en viande bovine est en baisse. Les Français préféreraient manger les femelles que les mâles. Il y a peu de contractualisation. Les investissements sont lourds. Les aides publiques sont captées par l'amont et l'aval. Il y a concurrence entre allaitants et laitiers. L'aval et notamment la restauration font pression sur les prix et recourent à de la viande importée. Le commerce des animaux implique de longs transports. Si la balance commerciale est positive, elle l'est grâce à l'exportation d'animaux vivants dont l'engraissement est très intensif. Le climat chauffe. Les récoltes deviennent incertaines. Et il faudrait continuer à dépenser 4,3 Mds€/an pour maintenir des absurdités délétères ?

Le gouvernement français (contrairement à l'Allemagne) s'oppose à l'**abandon de l'exportation d'animaux vivants**, alors que le risque de souffrances insoutenables lors des transports et abattages est parfaitement connu³. Est-ce que les éleveurs français méritent une telle dévalorisation de leur travail? Prenez la mesure de l'horreur au lieu de vous satisfaire de quelques photos rassurantes de litière dans un bateau. Et ne soyez plus complices des productivités délétères de l'Espagne, d'Irlande, de la Pologne et d'autres voisins... et des **transports indéfendables non seulement vers les pays tiers mais aussi en Europe** (les veaux...).

4,3 Milliards € par an pour la filière bovine ! On pourrait faire des merveilles avec moins !

- Créer une grande offensive d'« **Informations du Futur** » pour montrer aux consommateurs, aux distributeurs et aux formateurs agricoles que ce qui compte ce sont les **conditions d'élevage**, le **bien-être animal**, le **climat**, la **nature**, le **paysage**, l'**équité**, et **la sobriété** de tous. Approfondissons « One health » et « One welfare », au lieu de sanctuariser des habitudes du passé avec des arguments de vente et du commerce délétères.
- **Priorité au vivant, aux animaux, à la biodiversité** : élever et engraisser au pâturage, relancer le bœuf à l'herbe, garder les veaux sur place, extensifier les prairies. Nous y reviendrons.
- **Organiser les débouchés du MOINS et MIEUX, prioriser le retour de la plus-value à la ferme**
- Engager l'**exportation des carcasses**, de la viande congelée
- Construire de manière solidaire **un système alimentaire durable et éthique**. La filière bovine a de précieux atouts (plus que les porcs et volailles) à condition de bien réduire les cheptels⁴.

Nous attendons de nos élus un soutien fort et volontariste au Green Deal Européen et à la Stratégie Farm to Fork, à la restauration de la nature et à la protection des animaux.

**L'Europe risque de céder, tragiquement, aux lobbies –
mais le réchauffement climatique ne cédera pas aux discours creux !**

² Voir la [conférence](#) du 31 octobre 2023 par Interbev, Fondation pour la Nature et l'Homme et Institut Velben

³ Voir [Commission d'enquête du Parlement européen](#), [Rapport Cour des Comptes Européenne](#), [Animals Angels](#), [Welfarm](#), [CIWF](#), [Eyes on animals](#), [L214](#)

⁴ Afterres 2050, TYFA, EatLancet, NutriNet, ADEME, Future Nordic Diets, Europ Nitrogen Assessment, Cour des Comptes...